

Baraka: pas de crise de croissance économique comme en Europe

Economie

Posté par: Visiteur

Publié le : 20-09-2012 22:56:51

Au Maroc, "la croissance est toujours là au moment où d'autres pays connaissent une récession", a affirmé M. Baraka dans des déclarations publiées jeudi par le quotidien "L'Economiste"

L'argument: le produit intérieur brut (PIB) non agricole poursuit une progression soutenue de 4,4 à 4,5 pc, malgré une légère stagnation.

Le ministre a ajouté que les créations d'emploi se poursuivent puisque le taux de chômage au 2ème trimestre est en baisse, expliquant que le Royaume est plutôt dans la situation des pays en croissance avec des problèmes de déséquilibres macroéconomiques. "C'est d'ailleurs là les véritables enjeux auxquels il faut faire face", a-t-il averti.

Dans ce cadre, M. Baraka a mis l'accent sur la problématique de la balance des paiements, soulignant que son importance émane du fait que les marges de manœuvre des autorités sont limitées lorsqu'il s'agit d'endiguer son déficit, contrairement à l'équilibre budgétaire qui peut être réalisé en opérant des coupes dans les dépenses.

En effet, la balance des paiements est clairement influencée par la balance commerciale qui reste déficitaire compte tenu des importations dont le niveau dépasse deux fois celui des exportations.

"C'est une réalité comme celle du déficit qui a quadruplé au cours des 10 dernières années", a souligné M. Baraka faisant part des accords de libre échange qui profitent plus aux partenaires du Royaume.

Par ailleurs, la stimulation des exportations via une dévaluation du dirham n'est pas projetée, vue que les gains attendus d'une révision administrative du cours de change du dirham sur les exportations ne sont pas suffisants pour contrecarrer la dégradation des importations et la charge de la compensation.

"Le Dirham ne sera pas dévalué", a affirmé le ministre de l'Economie et des finances, soulignant qu'une légère fluctuation de la monnaie nationale est envisageable s'il y a retour aux équilibres.

En effet, une partie du déficit sera financée par la dette extérieure, notamment sur le marché du dollar, un choix imposé par la situation tendre sur le marché local.

"Les besoins de l'Etat sont très importants. Nous avons donc jugé nécessaire d'aller sur le marché international compte tenu des problèmes de liquidité du marché local", a fait savoir M. Baraka.

Ce choix permet d'éviter l'effet d'éviction pour les entreprises, surtout que le système bancaire n'a pas enregistré davantage de rentrée de fonds malgré les plans d'épargne lancés en 2011.